

Conférence Infos 25

Les dimensions sociales et politiques de la crise mondiale *Conséquences pour les pays en développement*

*Rapport de la Conférence de l'UNRISD
12–13 novembre 2009, Genève*

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Social and Political Dimensions of the Global Crisis* (Conference News, UNRISD/CN25/10/1, April 2010). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

Table des matières

Vue d'ensemble

Séance d'ouverture

Séance 1—Répercussions, stratégies de survie et moyens d'existence

Séance 2—Politique sociale: points de vue nationaux et régionaux

Séance 3—La politique sociale dans une perspective mondiale

Séances 4 et 5—Aspects politiques de la riposte à la crise

Séance de clôture

Programme, conférenciers et exposés présentés

Vue d'ensemble

Il est apparu en 2008 que ce qui avait commencé comme une crise financière affectant les marchés internationaux des capitaux s'était transformé en une crise économique mondiale aux graves conséquences sociales. Les discussions au niveau international ont surtout porté sur le cheminement par lequel la crise des marchés financiers s'était transmise à l'économie réelle, les conséquences économiques, imprévues pour la plupart, de la financiarisation, les répercussions économiques de la crise et les lacunes de la régulation qu'il fallait combler. Les dimensions sociales et politiques de la crise ont été absentes de la discussion, ou, dans le meilleur des cas, abordées de manière très superficielle.

Sous l'angle du développement social, les questions suivantes revêtent une pertinence particulière:

- Quels groupes sociaux ont été les plus touchés par la crise dans les pays en développement et quelles sont leurs stratégies de survie?
- Quel rôle la politique sociale peut-elle et devrait-elle jouer face aux répercussions sociales de la crise au niveau national?
- Quelles sont les perspectives d'un changement de politique sociale au niveau mondial?
- Quelles conditions politiques sont propices à une véritable "transformation", étant donné les contraintes structurelles et les rapports de force?

Pour débattre de ces questions, l'UNRISD a organisé une conférence sur *Les dimensions sociales et politiques de la crise mondiale: conséquences pour les pays en développement*, qui s'est tenue à Genève les 12–13 novembre 2009. Des exposés ont été présentés par 24 chercheurs, essentiellement sélectionnés par un appel à documents. Les discussions avaient

pour but d'examiner les moyens de mieux intégrer les considérations sociales dans les propositions de réforme, et de se demander si la crise offrait la possibilité d'adopter des politiques de "transformation" ou si l'on assistait à un retour aux réflexes habituels.

Le résumé des travaux qui suit commence par mettre en lumière des points essentiels touchant aux répercussions sociales, au rôle de la politique sociale face à la crise et à l'espace laissé à une politique "transformatrice". Puis vient une synthèse de la teneur des discussions pendant chacune des séances de la conférence.

Répercussions et stratégies de survie

La première série d'exposés a porté sur l'impact de la crise économique mondiale sur différents groupes sociaux des pays en développement et les types de stratégies de survie qu'ils adoptent.

Dans la plupart des pays examinés, la situation du marché du travail s'est détériorée, avec des licenciements importants dans certains secteurs, un glissement d'une partie des actifs d'un emploi qualifié à un emploi non qualifié et d'un travail régulier à un travail intermittent et un affaiblissement du pouvoir syndical. Les exposés ont souligné la situation extrêmement difficile des travailleurs du secteur urbain informel, des femmes, des immigrés et des populations agricoles. Les actifs du secteur informel ont été frappés non seulement par la contraction de l'emploi mais aussi par le manque de protection sociale. Les femmes en particulier souffrent d'une plus grande insécurité de l'emploi, d'un moindre accès aux allocations de sécurité sociale, d'un alourdissement de la charge de travail—la détresse les poussant à accepter même les travaux les plus durs—et voient augmenter le volume de travail non rémunéré qui est attendu d'elles. L'accès des femmes et des filles aux soins de santé, et celui des filles à l'éducation, est souvent réduit par rapport à celui dont jouissent les hommes et garçons de la famille. Les immigrés, qui sont souvent employés dans l'économie informelle dans des conditions de précarité, sans accès à la protection sociale, et sans l'appui des membres de leur ménage ou de leur communauté, ont vécu dans une situation d'extrême précarité dans de nombreux pays. Et enfin, les retours de migrants dans leurs pays d'origine exercent une pression supplémentaire sur des régions rurales déjà en grande difficulté.

Faute d'appui notable des gouvernements, des organisations non gouvernementales (ONG) et des entreprises, et ayant de la peine à accéder aux programmes sociaux publics, la plupart des groupes vulnérables ont dû se tirer d'affaire seuls, ce qu'ils ont fait en vivant sur leurs économies, en vendant des biens à la hâte, en réduisant leur niveau de consommation et en s'endettant encore pour acheter l'essentiel. L'appel à des réseaux sociaux informels ou à des institutions pour mobiliser des ressources—ou du capital social—tient aussi une place importante dans les stratégies de survie. Si l'on part souvent de l'hypothèse que les familles et les communautés sont résilientes aux crises, on risque aussi de leur imposer une charge trop lourde, ce qui peut avoir pour effet d'épuiser leurs ressources et d'assombrir de manière irréversible l'avenir des adultes et des enfants.

Deux messages clés se dégagent de ces discussions. Premièrement, ménages, familles et communautés jouent un rôle crucial dans la protection et la reproduction sociales en temps de crise. Mais leur capacité à assumer un supplément de charges a été affaiblie par les changements structurels associés à la migration, au déclin des campagnes, au développement de l'économie informelle et à la multiplicité des crises récentes. Deuxièmement, un soutien local peut aider les gens à se tirer d'affaire mais doit s'adosser à une action nationale et internationale touchant à la politique sociale, à la politique macroéconomique et aux structures de gouvernance. Il faut des solutions institutionnelles et une action collective aux divers niveaux, local, national, régional et mondial.

Politique sociale

Une deuxième série d'exposés a traité des possibilités qui s'offrent de réformer la politique sociale au niveau mondial et de mieux l'intégrer dans la stratégie de développement nationale.

Plusieurs orateurs ont souligné la nécessité d'aborder les dispositions sociales et l'assistance sous un angle plus universel et, pour ce faire, de (re)construire des États providence développementaux. Les participants ont discuté de politiques nationales appliquées actuellement. Dans certains pays des Caraïbes, les politiques sociales et politiques de l'emploi adoptées avant la crise ont fait office de stabilisateurs et ont atténué les effets des chocs économiques. En Argentine, des mesures ont été prises pour contrer les conséquences néfastes de la privatisation de la politique sociale, par exemple par la nationalisation du système de pensions. En Chine, une petite part du plan massif de relance et d'investissement est allée à l'investissement social. En Inde, toute une série d'initiatives axées en particulier sur le secteur rural ont été prises récemment, la plus importante d'entre elles étant une expansion notable du programme de mise au travail des allocataires sociaux. De nombreux exposés ont mis en lumière l'utilité des politiques sociales pour une meilleure résilience des populations; cependant, malgré le renforcement de certains programmes sociaux, la plupart des pays se sont d'abord efforcés de stimuler la croissance en investissant dans l'infrastructure et en soutenant les exportations. Les politiques retenues ne se sont pas attaquées aux problèmes posés par l'exclusion des migrants et des travailleurs du secteur informel des programmes sociaux et n'ont pas accordé suffisamment d'attention à la question de la création directe d'emplois. De plus, bien que les femmes soient sévèrement touchées par la crise, les politiques sociales et politiques de l'emploi menées pour sortir de la crise se sont montrées insensibles aux différences entre les sexes.

Dans le contexte de la mondialisation et vu les limites des ripostes nationales, l'attention s'est aussi portée sur le rôle crucial de la politique sociale régionale et mondiale, ainsi que sur la fonction nécessaire de l'aide publique au développement (APD). Des signes indiquent que certaines institutions se préoccupent davantage de la nécessité d'une politique sociale universelle. Les efforts déployés par plusieurs institutions des Nations Unies (ONU) pour faire adopter "une sécurité sociale minimale à l'échelle mondiale" consistant en un plan de base pour la protection sociale, sont intéressants à cet égard. Cependant, ils risquent de perpétuer une politique sociale conçue au sens étroit et centrée sur la réduction de la pauvreté et la protection, plutôt qu'une démarche de redistribution fondée sur des droits.

Les messages clés des exposés ont mis en évidence la relation symbiotique entre les dimensions économiques et sociales du développement. Les mesures contracycliques, de nature sociale et de relance, peuvent jouer un rôle crucial à la fois dans la reprise économique et la protection sociale. Pourtant, de nombreux pays en développement n'ont ni la capacité de mobiliser des recettes fiscales ni la marge de manœuvre politique qui leur permettrait de s'aventurer dans cette voie. D'aucuns ont même craint que l'importance nouvelle prise par le Fonds monétaire international (FMI) dans la gouvernance économique mondiale après la crise ne continue à limiter la marge de manœuvre dont disposent les pays en développement en matière budgétaire et ne sape ainsi les efforts qui sont et seront déployés pour étendre la politique sociale.

Révision des priorités

Une troisième série de questions a tourné autour des possibilités de voir s'ouvrir un espace politique propice à l'application d'autres priorités par une riposte progressiste à la crise.

Les participants ont été quasiment unanimes à penser que les causes profondes de la crise actuelle et le malaise social des trente dernières années sont étroitement liés à l'idéologie dominante du néolibéralisme et au modèle de développement qui y est associé. De nombreux exposés ont souligné la nécessité de parvenir à la croissance par une autre voie, qui accorde

moins d'importance aux investissements financiers et davantage aux investissements productifs et à la création d'emplois, moins à l'orientation vers les exportations et plus à la demande intérieure, et prenne vraiment en compte les préoccupations liées aux changements climatiques, qui tiendraient une place importante dans ce programme politique de substitution. Il est à noter aussi que le retour en force de l'État, en particulier de l'État providence développemental, a été jugé essentiel à la mise en œuvre de ces nouvelles priorités. D'autres ont relevé que l'État providence développemental n'était pas complet sans une approche fondée sur des droits.

Les participants ont débattu des effets de la crise sur le néolibéralisme et se sont demandé si les ripostes classiques à la crise tentaient simplement de limiter les dégâts pour que l'ordre néolibéral finisse par triompher à nouveau ou si un programme de rupture, soucieux de la protection sociale, de l'équité et d'un développement fondé sur des droits, pourrait voir le jour. Certains orateurs ont estimé que la crise avait porté un sérieux coup aux idéologies et aux politiques de financiarisation, de privatisation et de déréglementation et que l'État réapparaissait comme un acteur de premier plan. D'autres ont souligné la très forte résilience du néolibéralisme et même évoqué la possibilité qu'il sorte renforcé de la crise. Ils ont expliqué que les perspectives d'une transformation sociale radicale après la crise dépendaient dans une large mesure de certaines directions prises par le changement structurel avant la crise. Par exemple, la financiarisation, le long déclin de l'agriculture, la part grandissante du secteur informel sur le marché du travail et la flexibilisation du travail amplifient les répercussions sociales de la crise économique *et* restreignent sérieusement les options que les gouvernements estiment avoir encore dans les domaines de la politique sociale et de l'emploi.

D'autre part, de nombreux exposés ont montré que la contestation et le militantisme de la société civile avaient joué un rôle important en plaidant pour des initiatives sociales progressistes. Toutefois, la fragmentation et la dispersion des militants nuisent souvent à leur pouvoir de transformation. En Chine, par exemple, la faiblesse des organisations de la société civile susceptibles de relayer les doléances locales et de servir de trait d'union entre la base et l'État est un inconvénient institutionnel majeur. S'agissant des institutions démocratiques, la comparaison entre l'Inde et la Thaïlande a révélé des variations dans le poids que pèsent les citoyens dans la compétition électorale, qui expliquent en partie les différences des politiques sociales appliquées par les gouvernements dans les régions rurales vulnérables. La faiblesse ou la "faible intensité" des démocraties d'Amérique latine a été avancée comme explication partielle du peu de chances d'y voir mener à bien une réforme progressiste, à quel niveau que ce soit. La pression de la société civile et les formes que peut prendre la participation démocratique ont été jugées importantes pour obtenir des politiques publiques moins attentives aux besoins du capital et plus sensibles à ceux des citoyens.

Enfin, la capacité des élites de dominer le débat d'idées signifie non seulement que des explications très sélectives et partielles de la crise et de la riposte qu'elle a suscitée limiteront le débat public et le débat sur les politiques mais aussi que les solutions proposées pourraient bien avoir pour effet de faire supporter les risques et les coûts par des groupes sociaux subalternes et des pays en développement. L'avènement d'une politique sociale vraiment transformatrice dépendra dans une large mesure des développements dans ces domaines.

Séance d'ouverture

Dans son allocution d'ouverture, **Sarah Cook**, Directrice de l'UNRISD, s'est inquiétée du risque de voir tomber dans l'oubli ce que la crise signifie pour le commun des mortels dès que le Nord aura surmonté le choc initial et que les établissements financiers seront stabilisés. À mesure que les économies riches renoueront avec la stabilité, les perspectives, ouvertes par la crise, d'autres politiques susceptibles de donner des résultats plus durables et plus équitables, risquent de disparaître. Elle a exprimé l'espoir que la conférence attirerait l'attention sur les

dimensions négligées de la crise et discuterait des moyens d'intégrer une dimension sociale dans les mesures qui seraient prises en sortir.

Dans son discours liminaire, **Jomo Kwame Sundaram**, Sous-Secrétaire général au développement économique (DAES-ONU), a présenté la crise à la fois comme un danger et comme une opportunité qui, malheureusement, a-t-il dit, n'a pas été exploitée à ce jour. À l'aide de statistiques, il a mis en évidence le grave impact que la crise avait eu sur les économies réelles des pays en développement et a montré que les chocs subis au macro-niveau (par les taux de croissance, les excédents commerciaux et les réserves, l'investissement étranger direct ou les flux de l'IED et les prix alimentaires) avaient aggravé la vulnérabilité et provoqué des crises sociales (chômage, insécurité alimentaire et réduction des dépenses sociales).

Abordant la question de la gouvernance mondiale face à la crise, Jomo a estimé que le G20 risquait d'être un lieu de conflits et d'avoir, de ce fait, de la peine à agir efficacement sur des problèmes de fond liés à la fragilité financière et à l'instabilité macroéconomique. Il a signalé que les efforts déployés sous la forme de plans de relance pour la reprise des pays du G20 dépassaient de beaucoup les modestes engagements financiers pris envers l'Afrique par le biais de l'APD. Il a expliqué que le G20 était toujours dominé par les pays du G7 et qu'une grande partie de la peine qu'il s'était donnée jusqu'à présent visait à rétablir la situation d'avant la crise. Les ressources du FMI, par exemple, ont été triplées sans que l'institution fasse l'objet de la moindre tentative sérieuse de réforme. Il a donc estimé que l'opportunité d'une vraie transformation dans le domaine social n'était pas exploitée et que l'intérêt porté aux questions sociales n'était guère que rhétorique, malgré la promesse d'affecter 50 milliards de dollars à des programmes sociaux.

Jomo est revenu ensuite sur la conférence de Bretton Woods, ce moment historique de 1944 où le monde s'est doté d'un tout nouvel ordre du jour. Les objectifs visés alors allaient au-delà des considérations monétaires et financières: c'étaient le rétablissement d'échanges commerciaux équitables, une croissance soutenue, la création d'emplois, la reconstruction et le développement. C'est aussi d'une vision globale de la réforme, d'une réforme ambitieuse mais adaptée au contexte contemporain dont nous avons besoin aujourd'hui, a estimé Jomo. Les recommandations de la Commission Stiglitz, qui cherchent à combler d'importantes lacunes du système international, ont été, selon lui, largement ignorées. La Commission Stiglitz recommandait, outre une nouvelle facilité de financement (avec des droits d'expression et de représentation plus larges) et une nouvelle monnaie de réserve internationale, la création d'un conseil mondial de coordination économique, d'un tribunal international de restructuration de la dette, d'une commission sur la dette extérieure et d'une autre sur la coopération en matière fiscale, d'une autorité mondiale de réglementation financière, et d'un mécanisme de surveillance des politiques. Elle plaidait aussi en faveur d'une plus grande coordination internationale dont tous bénéficieraient, en particulier les pays en développement.

Séance 1—Répercussions, stratégies de survie et moyens d'existence

Présidée par **Raymond Torres**, la première séance a traité des répercussions de la crise économique actuelle sur les moyens d'existence de différents groupes dans les pays en développement et a examiné les stratégies adoptées pour tenir bon face au ralentissement et aux difficultés économiques.

Indira Hirway a présenté les résultats d'une enquête menée en avril et juin 2010 sur les effets de la crise sur les petits producteurs et les travailleurs non déclarés employés dans différents secteurs à forte intensité de main-d'œuvre de l'économie indienne. Elle a expliqué

que les petits producteurs et les actifs non déclarés des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre seront forcément les plus touchés par la baisse des exportations mais que ces effets transparaissent mal des statistiques officielles. L'enquête a révélé que le chômage et le sous-emploi avaient déjà progressé et que les salaires de ceux qui gardaient un emploi avaient baissé. De plus, certains emplois réguliers s'étaient transformés en emplois irréguliers. Dans l'ensemble, les revenus mensuels avaient diminué de plus de 30 pour cent dans certains cas. Les petits producteurs étaient parmi les plus durement touchés dans l'économie indienne. Pour faire face au ralentissement économique, les travailleurs et leurs familles étaient forcés de vendre des biens, d'emprunter davantage, de réduire leur consommation alimentaire ainsi que leurs dépenses d'éducation et de santé (concernant les filles en particulier), et d'augmenter le travail rémunéré et les activités non rétribuées des femmes. Certains retournaient dans leurs villages. De même, la baisse des fonds envoyés de l'étranger, associée à la pression à la baisse qui s'exerçait sur les salaires locaux à cause de la demande accrue d'emplois, créait des poches d'extrême pauvreté. Le manque de mécanismes institutionnels permettant de suivre une nouvelle formation ou de chercher d'autres emplois posait un grave problème à cet égard.

Indira Hirway a estimé qu'il faudrait garantir une protection sociale universelle à tous les travailleurs, prévoir des formations et des possibilités de perfectionnement, accroître la visibilité des petits producteurs et répondre à leurs besoins et mettre en place des plans de sauvetage spéciaux pour les femmes. De plus, il faudrait recourir plus largement aux programmes d'emplois garantis pour combattre les effets de la crise sur l'emploi. Enfin, après avoir estimé que la crise devrait servir à remettre en question le modèle de croissance tirée par les exportations adopté par l'Inde depuis quelques décennies, elle a souligné l'importance du marché intérieur pour les stratégies de croissance futures.

Les décennies de libéralisation économique dans le secteur agricole ont rendu les populations rurales plus vulnérables à la crise actuelle, a fait valoir **Arindam Banerjee**. En Inde, trois facteurs pèsent sur les moyens d'existence des ruraux, dont deux peuvent être directement attribués à la crise financière. Premièrement, la crise économique mondiale, qui a provoqué à ses débuts un effondrement des cours de plusieurs produits agricoles exportables, intensifie l'orientation du rendement réel à la baisse qui s'était déjà amorcée dans l'agriculture indienne et aggrave l'érosion des revenus enregistrée dans le secteur primaire après la libéralisation. Deuxièmement, la crise actuelle limite encore plus l'accès au crédit des petits exploitants et des ruraux en général, accentuant une tendance déjà inquiétante constatée depuis dix ans et liée aux réformes financières néolibérales, celle du crédit institutionnel à se retirer des régions rurales.

Le troisième facteur est lié à la contraction des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire, qui ont absorbé un grand nombre de travailleurs migrants des campagnes au cours des dernières décennies. Les migrations des campagnes vers les villes et entre les régions rurales et les fonds envoyés par les migrants à leurs familles restées au village ont été parmi les stratégies de survie adoptées. Comme les travailleurs migrants sont menacés de licenciement dans les secteurs des services et de l'industrie, le volume des fonds transférés à l'intérieur du pays pour aider les familles à subsister risque fort de diminuer. En même temps, les niveaux déjà alarmants de la faim et de la malnutrition dans les campagnes pourraient s'élever encore avec le retour d'une partie de ces migrants dans leurs villages. Pour juguler ces effets néfastes, Arindam Banerjee a préconisé des politiques visant à accroître la demande intérieure pour faire moins dépendre la croissance des secteurs axés sur les exportations et un retour à long terme aux cultures vivrières, accompagné d'une aide aux producteurs de cultures commerciales, d'un renforcement des mécanismes de crédit coopératifs et d'une exécution plus vigoureuse des programmes de création d'emplois prévus dans le *National Rural Employment Guarantee Act* (NREGA) (loi nationale relative à la garantie de l'emploi dans les campagnes).

Andrew Downes a passé en revue les effets pervers de la crise économique actuelle sur les petits États des Caraïbes. Depuis le début de la crise, les taux de croissance des économies des Caraïbes ont baissé, surtout en raison d'une chute des exportations des biens et des services (en particulier du tourisme), et d'un repli des activités du bâtiment. Il en est résulté une hausse du chômage et une baisse des emplois dans le secteur organisé au profit de l'économie informelle ou parallèle. Le manque d'emplois se fait particulièrement sentir chez les jeunes. La Barbade est le seul pays de la région qui ait un dispositif d'assurance-chômage et le nombre de ceux qui font valoir leurs droits aux prestations a sensiblement augmenté. Les syndicats ont modéré leurs revendications de hausses salariales, et des négociations collectives ont abouti à des accords sur le gel des salaires, à la réduction des heures de travail et au partage du travail. Le dialogue social et les concertations tripartites qui ont lieu à l'échelle nationale à la Barbade sont un modèle pour toute la région. Les pays des Caraïbes ont pris une série de mesures pour combattre les effets de la crise sur l'emploi et la population, appliquant notamment des politiques de stabilisation macroéconomique pour maintenir le niveau global de l'emploi et procédant à l'extension des programmes sociaux.

Cependant, la plupart de ces pays ont une marge de manœuvre budgétaire réduite, ce leur pose un grave problème. Le logement, l'aménagement du réseau routier et l'infrastructure sociale ont été les cibles principales de la relance budgétaire. Parmi les mesures visant l'emploi figurent les programmes de formation et de recyclage (dans presque tous les pays), une amélioration des prestations de l'assurance-chômage (Barbade) et la mise en place de dispositifs anti-chômage (à Antigua-et-Barbuda, et aux Bahamas). D'autres pays, dont la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, et la Trinité-et-Tobago, ont réagi par des transferts monétaires sous conditions. Cependant, à l'exception de la Trinité-et-Tobago qui tire un revenu de ses richesses pétrolières et gazières, les pays des Caraïbes n'avaient pas conservé d'excédent budgétaire avant la crise et manquent donc de moyens pour appliquer à relativement long terme des mesures contracycliques importantes et étendre leurs programmes sociaux.

Emma Allen a examiné la résilience des coopératives d'épargne et de crédit (CED) dans les pays de l'Afrique subsaharienne et des coopératives agricoles de Tanzanie dans la crise actuelle. La crise financière a eu pour effet de faire baisser le niveau des avoirs et des réserves des CED en 2008 alors que le nombre de leurs membres progressait à un rythme régulier. Cela s'explique par la déstabilisation des revenus des membres, qui s'est soldée par une réduction de l'épargne et de la capacité d'emprunter. En moyenne, les prêts ont augmenté à un rythme beaucoup plus faible que les années précédentes, malgré une augmentation de la demande. Cette faiblesse, apparue récemment, porte à croire que les CED d'Afrique font preuve de prudence face aux demandes de prêts de leurs membres.

Les coopératives agricoles souffrent à la fois de l'instabilité des prix des produits de base et d'une baisse de la demande mondiale qui se répercutent sur les revenus des producteurs. Il a été signalé en Tanzanie que de nombreuses coopératives qui achetaient aux agriculteurs leurs récoltes n'avaient pas pu les vendre à l'étranger en raison de la crise. Le gouvernement a donc élaboré une stratégie pour veiller à ce que les coopératives de commercialisation continuent à accéder au financement des banques et à fournir des services à leurs membres. Emma Allen a fait remarquer que l'application d'une telle stratégie exigeait un investissement suffisant en ressources financières et humaines. Dans l'ensemble, a-t-elle conclu, les résultats de la recherche indiquent que les économies d'échelle réalisées grâce à l'organisation en coopératives et la perspective à long terme dans laquelle elles se placent réduisent la vulnérabilité. Cependant, nombre de coopératives africaines sont faibles et ne peuvent qu'aider modestement à atténuer les effets de la crise, surtout en cas de baisse des revenus de leurs membres.

Diane Elson a traité des conséquences de la crise pour les processus de reproduction sociale. Contrairement à l'action qu'ils ont menée pour préserver la "reproduction de l'argent

capitaliste” (dans le système bancaire), ainsi que la “reproduction des processus de production capitalistes” (en prévenant la faillite de grandes entreprises capitalistes), les gouvernements ont été étonnamment lents à répondre aux besoins liés la “reproduction sociale des êtres humains”. Diane Elson a présenté certaines des conclusions préliminaires d’une étude de cas multirégionale sur l’impact de la crise financière sur les soins à la charge des familles. Premièrement, a-t-elle expliqué, il semble bien que les ménages fassent davantage eux-mêmes par stratégie. Cependant, il est évident que les mailles du filet de sécurité sociale sont trop lâches lorsque les ménages vendent des biens, retirent leurs enfants de l’école ou réduisent les dépenses médicales et les repas. Deuxièmement, le travail non rémunéré peut avoir pour effet d’accroître les inégalités entre les sexes en temps de crise, lorsque l’état de santé des femmes se détériore (à cause de la malnutrition et du stress), que la détresse les oblige à vendre leur force de travail à des conditions d’exploitation, à se prostituer par exemple, et que la violence domestique augmente. Cependant, les crises ont en germe le pouvoir de transformer les relations entre les sexes. Reprenant des données en provenance du Royaume-Uni, des États-Unis et d’Irlande, Diane Elson a expliqué que les hommes au chômage assumaient parfois une plus grande part du travail non rémunéré, tout en ajoutant que ces progrès pouvaient n’être que temporaires et qu’ils n’étaient pas généralisés. Troisièmement, les travaux domestiques non rémunérés risquent d’aggraver le ralentissement économique en réduisant la demande de biens marchands et en créant un “paradoxe de l’économie”. De fait, selon une conception keynésienne, les travaux domestiques non rémunérés ont le même effet que l’épargne et dépriment la demande globale. Ce qui devient le filet de sécurité d’un ménage réduit les rentrées d’un autre ménage dont les membres vivent de la vente de biens et de services.

En conclusion, Diane Elson a mis en garde contre l’idée selon laquelle familles et communautés sont suffisamment résilientes face aux crises. Elle a relevé le danger de surcharger le secteur domestique, qui risque d’épuiser ses ressources et dont les capacités humaines peuvent être irrémédiablement compromises. Diane Elson a expliqué qu’il fallait au contraire saisir l’opportunité de la crise pour progresser vers une forme plus équitable de reproduction sociale en reconnaissant les travaux domestiques non rémunérés, en les réduisant et en les redistribuant plus équitablement.

Sur le même registre, **Lourdes Arzipe** a exprimé la crainte que les répercussions sociales de la crise ne s’aggravent encore. Elle a estimé que les processus de reproduction sociale étaient soumis à une pression excessive car on leur laissait supporter une grande partie des “coûts cachés” produits par les “phénomènes de dysfonctionnement” qui entravaient la reprise économique. L’accent mis sur les aspects économiques dans les analyses de la crise conduisait à ignorer d’autres crises “gigognes” telles que les activités illicites liées aux drogues, la montée de la violence, l’augmentation de la consommation de drogues licites et de produits dopants, et les coûts médicaux de la “surconsommation”. Bien que leur importance varie selon les pays, a observé Lourdes Arzipe, ces phénomènes n’en épargnent aucun, signe qu’il serait nécessaire de reconceptualiser l’économie pour prendre en compte la question

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_21037

